

Tableau récapitulatif des modes d'hospitalisation en soins psychiatriques

	ADMISSION SUR DEMANDE D'UN TIERS		ADMISSION EN CAS DE PERIL IMMINENT → SPI (L3212-1 II 2° du CSP)	ADMISSION D'OFFICE SUR DECISION DU PREFET → SDRE		ADMISSION D'OFFICE SUITE A UNE DECISION JUDICIAIRE La personne est reconnue irresponsable pénalement suite à une expertise psychiatrique : 122-1 du Code Pénal.	
	PROCEDURE DE DROIT COMMUN → SDT (L3212-1 II 1° DU CSP)	PROCEDURE D'URGENCE → SDTU (L3212-3 du CSP)		PROCEDURE DE DROIT COMMUN (L3213-1 du CSP)	PROCEDURE D'URGENCE (arrêté municipal provisoire) (L3213-2 du CSP)	DECISION DU PREFET SUR SAISINE DE L'AUTORITE JUDICIAIRE (L3213-7 du CSP)	DECISION DE L'AUTORITE JUDICIAIRE (706-135 du CPP)
Conditions nécessaires	- Impossibilité de recueillir le consentement aux soins du patient. - Nécessité de soins immédiats assortis d'une surveillance médicale constante.			- Nécessité de soins et impossibilité de consentir - Troubles mentaux compromettant la sureté des personnes ou portant atteinte, de façon grave, à l'ordre public.		- Déclaration d'irresponsabilité pénale. - Troubles mentaux nécessitant des soins et compromettant la sureté des personnes ou portant atteinte, de façon grave, à l'ordre public.	
Critères supplémentaires		- Urgence. - Risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade.	- Impossibilité de tiers. - Existence d'un péril imminent pour la santé de la personne.		- Troubles mentaux manifestes. -Danger imminent pour la sureté des personnes.		
Documents à fournir	- Demande d'un tiers manuscrite : Identité de la personne malade et son adresse ; Identité du tiers demandeur et son adresse. - Deux certificats médicaux datant de moins de 15 jours : → le 1er certificat ne peut émaner d'un médecin exerçant dans l'établissement d'accueil. → le deuxième certificat médical doit être produit par établissement d'accueil.	- Demande d'un tiers manuscrite : Identité de la personne malade et son adresse ; Identité du tiers demandeur et son adresse. - Un seul certificat d'un médecin pouvant exercer dans l'établissement d'accueil.	- Un seul certificat d'un médecin n'exerçant pas dans l'établissement d'accueil. - Dans les 24h, l'équipe soignant doit procéder à la recherche et à l'information de la famille ou le cas échéant de toute personne susceptible d'agir dans l'intérêt du patient.	- Un certificat médical ne pouvant émaner d'un psychiatre exerçant dans l'établissement d'accueil . - Un arrêté préfectoral désignant l'établissement d'accueil.	Le patient arrive avec : - Un avis médical pouvant émaner de tout médecin. - Un arrêté municipal provisoire établi <u>au vu de l'avis médical</u> . Il doit être confirmé dans les 48h maxi par arrêté préfectoral.	- Saisine du préfet par le juge judiciaire. - Un certificat médical d'un médecin n'exerçant pas dans l'établissement d'accueil (exemple : médecin du SMPR ou de l'UCSA). - Un arrêté préfectoral obligatoire pour une admission à l'hôpital.	- Une expertise psychiatrique déclarant que la personne est irresponsable pénalement. - Une décision judiciaire d'irresponsabilité pénale et d'admission en soins psychiatriques.
Autorité à l'origine de la décision d'admission	Décision du directeur de l'établissement			Décision du Préfet		Décision du Préfet	Décision du Juge Judiciaire
Période initiale d'observation (d'une durée de 72h)	Période initiale d'observation et de soins : - un certificat dans les 24h suivant l'admission ; - un certificat dans les 72h suivant l'admission. (Attention : les deux certificats doivent émaner de deux psychiatres différents pour la procédure de SDTU et pour la procédure de SPI. Enfin, si les deux certificats médicaux concluent au maintien des soins : le 2ème certificat en précise les modalités. Le directeur prononce le maintien des soins pour une durée d'un mois, sous la forme de la prise en charge proposée par le psychiatre et joint à sa décision le programme de soins établi par le médecin psychiatre.						
	Certificats médicaux ultérieurs : - Saisine du JLD avec un certificat ou un avis médical d'un psychiatre de l'établissement d'accueil établie entre le 6° et le 8° jour suivant l'admission du patient. Ce dernier doit décrire précisément les manifestations des troubles mentaux dont est atteinte la personne qui fait l'objet de la mesure ET les circonstances particulières qui toutes deux, rendent nécessaires la poursuite de l'hospitalisation complète au regard des conditions posées par le législateur sans outrepasser le secret médical. - Un certificat mensuel.						
Contrôle du JLD	Contrôles du JLD : - Avant 12 jours d'hospitalisation complète à compter de l'admission - 6 mois après la précédente décision du JLD. - Puis tous les 6 mois.					Contrôle du JLD - 6 mois après la décision d'hospitalisation. - Puis tous les 6 mois.	
Levée de la mesure de soins sans consentement	Plusieurs situations : - Sur avis médical ; - Pour carence de certificat médical dans le délai imparti ; - Sur décision du JLD pour vice de procédure tel que le non-respect des délais légaux ; - Pour défaut de décision du JLD ou suite au constat judiciaire de mainlevée ; - Sur demande de la Commission Départementale des soins psychiatriques. - Sur demande d'une personne ayant qualité pour agir dans l'intérêt du patient cela peut être un proche, la famille ou tout autre personne ayant un intérêt à agir.			Plusieurs situations : - Sur avis médical ; - Pour carence de décision du Préfet dans le délai imparti ; - Sur décision du JLD pour un vice de procédure tel que le certificat médical délivré par le mauvais médecin ; - Pour défaut de décision du JLD ou suite au constat judiciaire de mainlevée ; - Sur demande de la Commission Départementale des soins psychiatriques. Cas particulier des patients admis sur décision de l'autorité judiciaire : s'il s'agit de faits punis d'au moins 5 ans d'emprisonnement n cas d'atteinte aux personnes ou d'au moins 10 ans d'emprisonnement en cas d'atteinte aux biens, les conditions spécifiques de mainlevée de la mesure prévues aux art L3211-12, L3211-12-1 et L3213-8 du CSP s'appliquent.			